

Association Revue Française de Sociologie

Review

Reviewed Work(s):

Le temps de la fatigue. La gestion sociale du mal-être au travail

by Marc Lorient

Review by: François Vatin

Source: *Revue française de sociologie*, Vol. 43, No. 1 (Jan. - Mar., 2002), pp. 169-172

Published by: Sciences Po University Press on behalf of the Association Revue Française de Sociologie

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/3322687>

Accessed: 17-04-2019 18:31 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Association Revue Française de Sociologie, Sciences Po University Press are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue française de sociologie*

permanences et des mutations de la société salariale, réactivant la question de l'instabilité ou de la mobilité de la main-d'œuvre et mettant l'accent sur la présence d'instances intermédiaires structurant des espaces-temps de mobilité : l'auteur rappelle d'abord que l'histoire du salariat peut se lire à travers le couple instabilité/mobilité et montre notamment le caractère ancien de certains rapports au travail et à l'emploi décelés chez les intérimaires ; elle analyse ensuite plus précisément le rôle des entreprises de travail temporaire sur le marché du travail, à partir de leur fonction d'intermédiation par rapport à la demande et à l'offre de travail. Cette étude permet de relativiser l'opposition entre marché primaire et marché secondaire du travail que l'on doit aux théories économiques de la segmentation, et de faire le constat d'une certaine institutionnalisation du marché secondaire. L'auteur met en effet en évidence l'existence de certaines carrières d'intérimaires professionnels, qui reposent sur la construction d'une relation de confiance avec leur agence de travail temporaire. L'évolution du système productif et sa tendance à l'externalisation s'accompagnent ainsi d'une montée en puissance des instances d'intermédiations, notamment sur les marchés dits « externes », dont font partie les entreprises de travail temporaire que l'on peut définir comme des institutions gérant de fait certaines transitions professionnelles. Les entreprises précédentes remplissent aussi une fonction de socialisation inattendue, même si elles contribuent à pérenniser la polarisation du marché du travail. On ne peut faire ainsi de constat univoque sur le sens que revêt la présence de ces sociétés sur le marché du travail.

La lecture de l'ouvrage laisse certes quelques regrets. Ainsi la relation triangulaire entre l'intérimaire, l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice est de fait envisagée partiellement puisque l'auteur ne s'intéresse directement qu'à un seul des trois côtés du

triangle (la relation entre les intérimaires et les entreprises de travail temporaire). Les pratiques des entreprises utilisatrices des services de ces dernières sont donc peu présentes, alors qu'une prise en compte plus systématique aurait sans doute enrichi encore l'analyse. On notera également un paradoxe entre une tendance à homogénéiser parfois l'intérim, épisodiquement opposé aux emplois stables, alors même que l'ambition première de l'ouvrage est de mettre en évidence, par le biais de la typologie présentée et illustrée dans la première partie, la diversité des usages sociaux de l'intérim. Enfin, les termes choisis pour qualifier les trois types d'intérim peuvent prêter parfois à confusion : parler d'intérim de transition peut laisser croire qu'il s'agit d'une étape débouchant sur un état meilleur, alors que l'analyse montre bien qu'il peut s'agir de situations d'éloignement durable de l'emploi stable.

Par-delà les critiques précédentes, l'ouvrage de Catherine Faure-Guichard offre une lecture stimulante et constitue un apport à la fois consistant et original à la sociologie de l'emploi et de la précarité, ceci au moment où l'emploi intérimaire connaît un dynamisme certain et touche un nombre croissant de catégories socioprofessionnelles.

Alain Queminn

LATTS – Université de Marne-la-Vallée

Loriot (Marc). – *Le temps de la fatigue. La gestion sociale du mal-être au travail.*

Paris, Anthropos (Sociologiques), 2000, 293 p., 195 FF.

En Provence, quand on dit de quelqu'un qu'il est « fatigué », c'est qu'il est gravement malade ; s'il est « bien fatigué », c'est qu'il est à l'article de la mort. Témoignage d'une conception antique de la fatigue, qui fait de celle-ci le pendant de l'existence même, le processus progressif d'épuisement des

forces corporelles qui mène inexorablement à la mort.

À cette conception antique de la fatigue, Marc Loriol nous montre que s'en est substituée progressivement une autre, sous l'effet du processus de « civilisation » tel que l'entend Norbert Elias. Dans une société qui confine de plus en plus le corps à une place résiduelle, la fatigue devient duale : d'un côté la « bonne fatigue », celle qui résulte d'une activité corporelle satisfaisante, qui se répare par le repos et dont la mise en évidence suscite le développement de l'idéologie et de la pratique du « sport » ; de l'autre la « mauvaise fatigue », celle qui témoigne d'une relation dégradée à son environnement social et à son « moi » intime. Cette mauvaise fatigue a connu des avatars divers au cours de notre histoire, de l'« acédie » des premiers moines anachorètes, qui ne parvenaient plus à se consacrer à Dieu, à la « mélancolie » des aristocrates des XVI^e et XVII^e siècles, ceux de la « société de cours » naissante, de la « neurasthénie » des bourgeois du XIX^e siècle au « syndrome des yuppies » Américains des années quatre-vingt, et surtout, au « *burn out* » des infirmières apparu dans les années soixante-dix.

Car l'ouvrage de Marc Loriol est principalement organisé autour de ce cas des infirmières, qu'il analyse avec finesse dans une perspective de sociologie des professions. Les infirmières constituent d'abord une profession caractérisée par sa position « enclavée » entre les médecins d'une part, les aides-soignantes d'autre part, et dont le positionnement professionnel doit sans cesse être redéfini dans une « lutte des places ». Mais surtout, il s'agit d'une profession née d'une idéologie du dévouement, ce dont témoigne le monopole qu'exercèrent longtemps les congrégations religieuses. Or, la laïcisation de la profession n'a pas résolu la question : les infirmières ne peuvent, à la différence d'autres professions, définir leur identité de façon pleinement réactive (aux médecins, à l'admini-

nistration de l'hôpital, aux malades eux-mêmes), puisque ce combat contre la maladie, la souffrance et la mort est, à la fois, ce qui les définit professionnellement, et ce qui les unit aux autres composantes du « drame social du travail » (1) hospitalier. D'où, notamment, la faiblesse congénitale du syndicalisme dans cette profession et l'émergence de conflits sporadiques animés par des organisations éphémères (les « coordinations »). Le « syndrome du *burn out* » et les stratégies thérapeutiques promues par ses théoriciens apparaissent alors comme un mode particulièrement bien adapté de la gestion du « mal-être au travail » des infirmières. Au lieu de socialiser le problème, comme le syndicalisme, il le psychologise. Le « *burn out* » décrit en effet le mal-être infirmier comme l'expression d'une tension entre le désir infirmier de soulager toute souffrance et l'incapacité à y parvenir totalement. Il s'agit alors pour les infirmières de naviguer entre deux écueils : celui de l'insensibilisation totale à la souffrance d'autrui, en ne voyant plus la personne derrière le corps souffrant, celui au contraire d'une empathie trop forte, qui ne permet plus de protéger sa vie privée du spectacle de la souffrance vécue quotidiennement au travail. La solution résulterait dans une bonne « professionnalisation », qui organiserait le métier de l'infirmière comme une professionnelle de la souffrance.

Ce qui est passionnant dans la démonstration de Marc Loriol c'est qu'il montre comment un quasi-consensus peut s'établir autour d'un tel schéma, qui permet aux infirmières de se voir reconnu un droit à la souffrance professionnelle, et à l'administration hospitalière ainsi qu'aux pouvoirs publics de se défausser, par la psychologisation du problème, de

(1) Selon la belle expression d'Everett C. Hughes que Marc Loriol mobilise de façon pertinente. Voir le choix de ses essais publiés en français par Jean-Michel Chapoulie, *Le regard sociologique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.

ses responsabilités proprement organisationnelles, de la question des « moyens » et de leur gestion. Un tel compromis social ne saurait se retrouver à l'identique dans d'autres professions comme en témoignent les incursions comparatives de Marc Lorient sur les terrains du transport routier et du transport public de voyageurs. Dans le transport routier, ce n'est que récemment que le thème de la fatigue a pu apparaître, en rupture avec la tradition « machiste » du métier sanctifiant l'effort productif, et cela très largement à l'initiative des pouvoirs publics désireux de « civiliser » l'espace routier. Dans les transports urbains de voyageurs se manifeste une tension claire entre une stratégie patronale désireuse d'appliquer le « modèle infirmier » en attribuant le « stress » des conducteurs face à la montée, réelle ou supposée, des « incivilités », à une insuffisante professionnalisation à ce nouveau métier, qui n'est plus simplement technique mais aussi « relationnel », et les syndicats, fortement implantés, qui cherchent au contraire à traduire la question en termes « sociaux » (effectifs, durée du travail, etc.).

Comme on le voit, prenant le thème de la fatigue comme un analyseur social, c'est une réflexion ambitieuse sur le travail et ses modes sociaux de régulation que nous propose Marc Lorient dans la double lignée d'Elias et de Durkheim. Sa thèse est en effet que le développement du processus de civilisation a modifié l'éthique du travail, qui n'est plus simplement une contrainte de l'existence, mais est posé comme le lieu nécessaire d'un épanouissement personnel dans une société marquée par une individuation croissante. La psychologisation des rapports sociaux dont témoigne la thématique de la « mauvaise fatigue » constitue alors un mode privilégié de résolution des tensions au sein de l'espace professionnel. Face à un corps de plus en plus entravé dans sa mobilité naturelle, il nous faut parfaire sans cesse ce processus de « maîtrise de soi » dont Elias avait étudié l'émergence dans la « société de cours ».

La fatigue, et notamment la fatigue au travail, serait ainsi une expression paradoxale de la modernité, la face cachée de ce processus séculaire de réduction de l'exigence corporelle induit par le machinisme. D'abord idéologie des « classes oisives », le discours sur la fatigue tendrait à envahir la société toute entière à mesure que le travail se tertiarise et devient au sens commun (et cela non sans fondements « objectifs ») de moins en moins « fatigant ».

Une thèse de cette ampleur ne va pas sans quelques faiblesses, sans quelques simplifications, nécessaires sans doute pour renforcer la rhétorique argumentative. Nous regrettons notamment le choix, sociologiquement toutefois justifiable, de ne pas débattre explicitement des discours à vocation « scientifique » sur la fatigue. En effet, cette posture ne peut être maintenue dans toute sa rigueur et Marc Lorient ne peut s'empêcher de laisser percer une critique épistémologique, justifiée à nos yeux, sur maints discours prétendument « scientifiques » ; de ce fait, une vraie critique épistémologique aurait été bienvenue. Nous regrettons aussi, ce qui n'est pas sans lien avec la notation précédente, que Marc Lorient s'en soit souvent tenu sur ces questions à une littérature de seconde main, très honnêtement citée. Signalons toutefois en matière bibliographique que de nombreux titres, cités de façon résumée, « à l'américaine », dans le corps du texte, ne figurent malheureusement pas dans la bibliographie générale et que le lecteur ne dispose donc pas des références complètes de ces œuvres. Nous soulignerons surtout le caractère un peu excessif de l'opposition qui est faite entre le travail ouvrier, où dominerait encore le modèle classique de la fatigue-usure, et le travail infirmier, où Marc Lorient déploie sa théorie de la « mauvaise fatigue ».

Sans doute Marc Lorient a-t-il raison de souligner la persistance de l'idéologie ouvrière de résistance à l'effort, la crainte syndicale de la psychologisation des rapports sociaux, et la volonté patronale

d'éviter la reconnaissance sociale de nouvelles maladies professionnelles, toutes tendances qui concourent à un certain consensus de dénégation de la mauvaise fatigue ouvrière, à l'inverse précisément du consensus pour sa reconnaissance dans le travail infirmier. Mais, c'est bien toutefois dans l'analyse du travail ouvrier que trouve sa source le discours moderne sur la fatigue si bien mis en évidence par Marc Lorient (2). En effet, la physiologie de la fatigue qui se développe à la fin du XIX^e siècle débouche vite sur une double aporie : l'impossibilité d'assimiler la fatigue, même celle résultant du travail « physique », à une dépense énergétique, et la découverte de ce que le travail ouvrier lui-même est « intellectuel » et le sera de plus en plus avec le développement du machinisme. Aussi, très vite, le débat passe de la physiologie à la psychosociologie et de celle-ci à la psychosociologie, qui triomphe dans les études d'Elton Mayo. Le système Taylor lui-même, habituellement considéré aujourd'hui comme le symbole de l'enchaînement du corps au travail, est alors perçu, non sans raison, comme la contrepartie de l'affaiblissement de la charge proprement physique de travail. Dès le début du siècle, le cœur de la question ne semble plus relever de l'usure physique, mais bien de la « fatigue nerveuse », liée au travail répétitif et monotone, mais aussi au risque d'accidents qu'il induit. Le problème est en somme celui de l'« organisation du surmenage », terme par lequel l'anarcho-sindicaliste Émile Pouget rebaptisait joliment l'« organisation scientifique du travail » de Frederick Taylor (3).

(2) Nous nous permettons de renvoyer ici à nos propres travaux réunis dans *Le travail, sciences et société*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999.

(3) Émile Pouget, *L'organisation du surmenage*, Paris, Rivière, 1914.

Cette dernière remarque n'invalide pas la thèse de l'auteur et me semblerait même pouvoir s'inscrire avec profit dans sa démonstration. Elle inscrit bien en effet le travail en général, et non seulement une de ses composantes professionnelles, dans le mouvement de « civilisation des mœurs », même si l'évolution s'opère à des rythmes différenciés. De façon générale, on ne saurait trop recommander la lecture de ce livre, au carrefour de la sociologie du travail et de la sociologie de la santé, qui amène à penser en termes sociétaux des questions en général laissées à l'expertise de sous-disciplines de plus en plus déconnectées les unes des autres.

François Vatin

Travail et Mobilité
Université Paris X-Nanterre – CNRS

Arnsperger (Christian), Larrère (Catherine), Ladrière (Jean).
– Trois essais sur l'éthique économique et sociale.

Paris, INRA Éditions (Sciences en questions), 2001, 212 p., 59 FF.

Alors que les repères moraux traditionnels semblent s'effacer dans nos sociétés modernes dominées par l'individualisme et le relativisme éthique, les progrès scientifiques enregistrés dans des domaines comme la transgénèse, le clonage animal ou les technologies de l'information conduisent « décideurs », praticiens ou citoyens à rendre des arbitrages dans des situations complexes et surtout inédites où l'intuition éthique se dérobe.

De fait, la réflexion sur l'éthique ne saurait se limiter aux perspectives nouvelles offertes par les progrès des biotechnologies dans la maîtrise du vivant mais doit aborder résolument des questions économiques et sociales comme les soutiens publics à l'agriculture, les usages concurrentiels de l'environnement, les nouvelles exigences des